



**Contretemps : Tu dis avoir écrit ce livre pour « féminiser le regard » porté sur les migrations et ainsi lutter contre la minorisation du rôle des femmes dans ces dernières. Peux-tu expliciter les raisons qui sous-tendent cette invisibilisation, aussi bien dans la sphère publique, que dans les recherches menées dans ce domaine ?**

**Camille Schmoll :** La sphère publique – et tout particulièrement les décideurs politiques – peine à se saisir de la question des migrations féminines. Il y a plusieurs raisons à cela. Il est clair, d’abord, que pour ceux qui instrumentalisent les migrations à des fins politiques, les migrations masculines sont plus faciles à manipuler : elles inquiètent et menacent, épousent plus facilement les fantasmes d’invasion et d’insécurité. Les femmes migrantes sont d’ailleurs souvent présentées comme les premières victimes de ces hommes.

Mais cette invisibilisation des femmes n’est pas uniquement le fait des détracteurs de la

migration. Elle a des racines profondes qui ont trait à la difficulté à se représenter les femmes migrantes en tant que sujets politiques. Quand les femmes migrantes sont évoquées, y compris dans la sphère académique, elles sont réduites à quelques clichés : des héroïnes (des femmes 'puissantes', dit-on aujourd'hui), qui pourfendent le machisme de leur société d'origine ; des victimes, dépourvues de capacité d'agir, nécessairement contraintes de migrer et forcément suivantes. Ce sont, d'un côté, des guerrières, des affranchies, des indépendantes ou, à l'inverse, des improductives, engluées dans les réseaux d'exploitation qui lestent leurs trajectoires.

Et pourtant, cela fait une quarantaine d'années que des chercheuses, en premier lieu des historiennes et des sociologues féministes – on peut penser à Mirjana Morokvasic ou à Nancy Green[1] – ont insisté sur la complexité des migrations féminines, à l'encontre d'une image univoque de sédentarité, de passivité ou encore de docilité qui leur était souvent associée. On peut alors se demander pourquoi, encore aujourd'hui, de nombreux travaux sur les migrations restent 'aveugles au genre'.

C'est que les femmes constituent un objet académique doublement marginal, comme le rappelait Gérard Noiriel quand il s'interrogeait sur leur absence dans l'histoire ouvrière : à la fois en tant que femmes et en tant que migrantes[2]. De fait, la migration féminine reste un impensé dans de nombreux domaines des études migratoires : par exemple, il est encore aujourd'hui difficile d'accéder à certaines statistiques genrées, comme l'ont montré Donna Gabaccia et Katharine Donato[3]. Les études sur les femmes se cantonnent parfois à certains aspects ou domaines (le travail domestique et la prostitution).

Quand, il y a une quinzaine d'années, avec Véronique Manry[4], nous avons travaillé sur les commerçantes maghrébines qui circulaient de part et d'autre de la mer Méditerranée il nous avait été difficile de faire reconnaître cette présence, car ces femmes ne correspondaient à aucun des stéréotypes habituels sur les migrations maghrébines !

**Contretemps : Tu opposes à cette minorisation une approche par la géographie féministe. Peux-tu présenter rapidement le cadre, notamment théorique, que tu donnes à ton étude ? Et nous dire concrètement comment tu t'y es prise dans le processus d'écriture de l'ouvrage pour restituer la parole et les trajectoires de ces femmes afin d'éviter l'écueil que tu dénonces dans ton introduction, celui de la recherche académique comme rapport de pouvoir ?**

Mon travail est très inspiré par la géographie politique féministe. Ce courant de la géographie a, en réaction à l'approche très masculiniste de la géopolitique classique, proposé de porter un regard différent, un regard décalé, sur les grandes questions internationales, dont la migration et l'exil font partie.

La géographie politique féministe propose de « descendre de l'échelle », comme le dit Béatrice Collignon. Elle s'intéresse notamment aux lieux considérés comme mineurs, à l'instar de l'espace domestique et du corps, traditionnellement vus comme des objets triviaux et secondaires. Elle montre combien le corps, la maison, le quartier, sont des sphères importantes pour comprendre l'impact sur la vie quotidienne des grands dossiers politiques internationaux – tel que les flux de réfugié.e.s et de personnes déplacées, la violence des politiques migratoires, les politiques de coopération au développement.

Le féminisme qui m'inspire est également intersectionnel : il s'attache à l'articulation des rapports de pouvoir entre race, genre et classe – les femmes avec lesquelles je travaille sont des femmes racisées et déclassées. En fait, c'est très facile pour une géographe des migrations d'adhérer au féminisme intersectionnel car ces féministes ont très tôt été attentives à la dimension spatiale (on peut penser à bell hooks<sup>[5]</sup>), et à la question juridique et institutionnelle, fondamentale pour traiter des questions migratoires (je pense bien sûr à Kimberle Crenshaw ou à Nira Yuval Davis<sup>[6]</sup>).

Après, j'ai choisi de partir de l'expérience, située et incorporée, des femmes en laissant une place importante à leurs récits. 'Partir de la vie des gens', écrit Donna Haraway. Le choix de procéder par histoires singulières, avec toutes les difficultés que cela soulève en termes de généralisation, c'est une façon de replacer ces femmes au cœur de leur histoire, en restituant leur part de vécu. Les influences sont nombreuses, d'Abdelmalek Sayad à la micro-histoire.

Mais bien sûr je ne suis pas dupe quant à la difficulté de laisser la parole à ces femmes. Cela n'obère en rien la distance entre elles et moi, ce dont j'essaye de m'expliquer dans la partie méthodologique. Mais c'était nécessaire pour faire comprendre. Le livre résulte de cette tentative, forcément insatisfaisante, nécessairement instable, d'équilibrer la parole des femmes et les mots de la chercheuse.

**Contretemps : Une des grandes forces de ton ouvrage est de resituer, dans le continuum des violences qu'ont subies ces femmes migrantes, la part de la violence exercée par les institutions et notamment les politiques migratoires mises en œuvre par l'Union Européenne, dont tu analyses, depuis les années 2010, le durcissement répressif. Peux-tu revenir sur les grandes étapes de cette évolution et sur les conséquences que cela a entraîné vis-à-vis des femmes migrantes ?**

L'idée était d'articuler les différentes formes de violence, directe et indirecte, exercées par les institutions. Car à côté de la violence brutale, sanguinaire, des milices et polices libyennes auxquelles l'Union européenne sous-traite la gestion des flux, il y a la 'violence lente' d'institutions migratoires basées sur la suspicion, l'infantilisation et – au final – la marginalisation et le rejet des femmes et des hommes. La mécanique de l'accueil et les lois de l'asile en Europe diminuent fortement leurs capacités d'agir : elles mettent les femmes en situation de perdre tous leurs moyens. C'est d'une violence inouïe mais cette violence est silencieuse.

Les trajectoires que je raconte sont celles de femmes prises au piège dans un mouvement progressif d'*enclosure*, mouvement qui a amené l'Europe à se refermer progressivement sur elle-même. Par exemple, en Europe du Sud, aujourd'hui, l'asile est devenu la voie privilégiée d'entrée pour des femmes qui par le passé, jusqu'à la fin des années 2000, pouvaient être régularisées en tant que travailleuses : cela amène nécessairement une vulnérabilisation des migrantes, qui par ailleurs doivent emprunter des voies toujours plus périlleuses pour gagner l'Europe. La conséquence, comme le montrent très bien certains chercheurs comme Didier Fassin, c'est de ne pouvoir réduire les migrations qu'à leur dimension humanitaire.

Il y a, comme le dit Ettore Recchi<sup>[7]</sup>, un double régime de mobilité en Europe, entre libre circulation et fermeture progressive des frontières extérieures. C'est une erreur que de faire remonter ce processus aux dix dernières années de 'crise migratoire'. Dès les années 1980, cette logique, qui lie la migration non européenne à une question de sécurité plutôt que de justice ou de solidarité, est présente. Mais il y a clairement eu un emballement des politiques répressives et une intensification de la violence – dont les aspects les plus évidents sont le déploiement phénoménal de l'agence Frontex et le renforcement de la coopération avec les pays dits tiers qui conditionnent l'aide au développement et à la mobilité au contrôle migratoire, quitte à fermer les yeux sur les pratiques violentes de ces pays.

**Contretemps : En quoi ces politiques ont-elles contribué à renforcer leur infériorisation et leurs assignations, y compris en termes de genre ? Cela en pleine contradiction avec le discours public des institutions qui se targuent souvent de *sauver les femmes*...**

La rhétorique genrée de certains acteurs politiques – je cite Frontex dans le livre – concernant les femmes migrantes est insupportable et dangereuse. D'abord, elle stigmatise les hommes, ensuite elle prive les femmes de leur capacité d'agir en les réduisant au statut de victime. Elle résulte d'un profond malentendu sur les migrations : non, les migrations ne sont pas le fait de personnes désespérées et privées de tout. Elles sont le fait de femmes et d'hommes qui ont une histoire et des ressources relationnelles, éducatives parfois économiques.

Ce qui frappe également, c'est l'incapacité des acteurs politiques à envisager l'encastrement de la migration, l'entourage social qui accompagne ces femmes tout au long de leur parcours et qui est constitué des proches, des voisins, de la famille et plus largement des personnes rencontrées en route. Cet entourage n'est pas uniquement composé de passeurs, il peut constituer des opportunités, pas seulement des obstacles !

**Contretemps : Tu as mené un long terrain, entre 2010 et 2018, en Italie et à Malte, que tu appréhendes comme les « marges utiles » du processus de frontièrisation de l'Union Européenne. Tu montres à la fois comment ces espaces sont des postes d'observation privilégiés de la violence des politiques migratoires de l'UE et de leur externalisation (notamment vers la Libye) et comment ils ont été transformés par le développement d'une « économie de l'accueil » et de la répression. Peux-tu revenir sur ces deux aspects qui sont rarement traités ensemble ?**

On insiste beaucoup sur le poids, le fardeau qu'ont représenté les arrivées pour les pays d'Europe du Sud. Leur position à la frontière méridionale les a amenés à jouer le rôle d'espace utile pour les autres pays européens, dans lesquels on sous-traite – en premier lieu du fait du règlement de Dublin – le contrôle migratoire.

Il y a ici un rapprochement à opérer entre les marges internes et externes de l'UE : ce sont

des marges utiles au gouvernement des flux. Les pays extérieurs à l'UE ont appris à utiliser la migration comme arme de négociation, pour obtenir des fonds ou encore des avancées en termes de politique internationale. On le voit avec Mouammar Khadafi ou plus récemment Recep Tayyip Erdogan. L'obsession du contrôle migratoire a contribué à l'affaiblissement géopolitique de l'Union européenne.

Pour Malte ou l'Italie, il est certain que le contrôle migratoire a pu générer des opportunités, de nombreuses manières. Ce qu'on appelle en Italie le 'premier accueil' (*la prima accoglienza*), l'accueil d'urgence, a permis de faire vivre des milliers de personnes, des propriétaires d'hôtels ou d'appartements aux jeunes diplômé.e.s intervenant dans les centres.

L'arrivée des demandeur.se.s d'asile a constitué une opportunité sociale, économique, démographique dans de nombreux villages et villes. Simone Di Cecco a montré par exemple combien, dans certaines localités, la mise au travail gratuit de ces personnes, dans le cadre de programmes de bénévolat, a constitué une opportunité[8]. Et en même temps, un lent processus de distanciation s'est mis en place, pour tenir les personnes à leur place, dans le cadre d'une géographie morale qui creuse la distance entre « elles » et « nous ». C'est ce que je nomme les paysages moraux, 'moralscapes', de la migration.

**Contretemps : Dans la lignée des travaux en géographie critique, tu consacres ton dernier chapitre à la description et l'analyse des pratiques de fuites et de résistances développées par les femmes au sein des différents lieux où elles sont, souvent durant de longs mois voire des années, assignées (centres de tri, centres de rétention, centres d'accueil), afin de montrer que ces lieux d'oppression sont aussi des lieux d'émergence de nouvelles solidarités. Tu soulignes que contrairement à celles des hommes, ces pratiques féminines sont moins visibles, comment l'expliques-tu ? Quelles ressources particulières mobilisent-elles ?**

Je parle de 'lignes de fuite' et d' 'autonomie en tension', pour désigner les stratégies et tactiques mises en œuvre par les femmes migrantes en contexte fort contraint. Il y a un phénomène d'auto-invisibilisation de ces tactiques par les femmes : pour ne pas perdre le bénéfice des petites marges d'autonomie qu'elles parviennent à conquérir, elles se doivent de ne pas attirer l'attention sur elles, ni des intervenant.e.s sociaux.ales, ni des hommes de leur entourage.

C'est le grand paradoxe, le grand malentendu des migrations aujourd'hui. Puisque la seule forme de reconnaissance qu'on accorde à ces personnes est la forme humanitaire, elles ne peuvent jamais y déroger, et doivent se conformer à l'image de faiblesse qu'on leur prête. L'autonomie de ces femmes est aussi une autonomie discrète, qui se conquiert dans l'intimité des espaces domestiques, ou dans le monde 'parallèle' d'internet. Les formes d'entraide et de mobilisation passent en effet très fréquemment par la sphère virtuelle. Les migrantes connectées s'y projettent vers un ailleurs, tout autant qu'elles y donnent à voir une image d'elles-mêmes qui les ré-assurent et les confortent dans leurs ambitions migratoires.

**Contretemps : Une des dimensions qui court tout le long de ton étude, et de manière tout à fait saillante dans ton chapitre sur les résistances, c'est ton attention à penser la migration comme une « expérience corporelle », en t'attachant à l'étude du « corps vécu » pour tenir à l'écart toute dérive essentialiste. Peux-tu expliciter cette démarche et nous dire ce qu'elle permet de mettre en relief, par rapport aux autres études sur les migrations féminines ?**

Là encore, ce sont les féministes qui m'accompagnent dans cette revalorisation de l'expérience corporelle comme élément central de l'expérience humaine et une arène, le lieu d'un rapport de force en constante évolution, où se joue le combat entre politiques migratoires et autonomie migrante.

Le 'corps vécu' est une expression qui vient d'Iris Marion Young<sup>[9]</sup> et Tori Moi. Je l'utilise pour montrer combien la subjectivité physique de la migration – l'expérience de la sexualité (y compris la violence sexuelle), de la mort, de la grossesse, de la naissance et de l'accouchement, de la violence, du vieillissement – doit être prise au sérieux. Il existe des moments-clefs de ce vécu : le vécu de la guerre et de la violence avant le départ ; le passage par les prisons libyennes ; la traversée de la Méditerranée ; l'arrivée en Europe dans des structures qui bien souvent entravent et vulnérabilisent ces femmes.

Les politiques migratoires se focalisent sur un corps qui est tantôt immobilisé, tantôt mobile. Dans tous les cas, ce corps est répertorié, traqué, entravé. Il est le siège de sensations et d'émotions complexes et contradictoires. Il est souvent meurtri et violenté, mais il est aussi le premier outil du voyage et de la reconstruction des femmes.

**Contretemps : Ma dernière question porte sur le rôle que peuvent jouer les recherches menées sur les migrations, et tout particulièrement celles adoptant le prisme du genre, dans le contexte politique actuel, marqué par une présence très visible des discours racistes, d'exclusion et sécuritaires sur les migrations, dans la sphère médiatique et politique...**

Le monde de la recherche sur les migrations est très engagé aujourd'hui et les projets sont nombreux et de différents types : Migreurop, un collectif réunissant des chercheur.e.s et des militant.e.s, joue un rôle crucial dans la dénonciation des effets des politiques migratoires européennes. D'autres prennent la parole à titre individuel à l'instar, par exemple, de François Gemenne ou de François Héran.

Avec Virginie Guiraudon et Hélène Thiollet, et avec le soutien de plus de 600 chercheur.e.s, nous nous sommes lancées dans la constitution d'un réseau international, le GIEM (ou GIEC des migrations) pour contribuer à faire connaître les recherches sur les migrations, dans l'objectif de contribuer à restructurer le débat public et d'aboutir à des politiques plus éclairées. De nombreux.ses chercheur.e.s explorent par ailleurs de nouveaux outils pour faire connaître les résultats de leurs travaux : la pratique artistique et la production audiovisuelle en font partie, comme dans le cadre du projet Antiatlas des frontières ou des activités du collectif Forensic Architecture.

Malheureusement, l'aveuglement des décideurs, auquel se heurtent chercheuses et chercheurs spécialistes de la question, est profond. Parfois on a l'impression d'enfoncer des portes ouvertes, de se répéter, car il existe un grand consensus parmi les chercheur.e.s sur les migrations.

Par exemple, on dit depuis des années que le renforcement des frontières n'empêche guère les personnes de migrer, mais contribue plutôt à rendre les itinéraires de plus en plus périlleux et difficiles. Cela devrait pousser les décideurs politiques à se poser des questions. Or il n'en est rien. Il y a plusieurs raisons : le mythe de l'appel d'air, qui est tenace ; une volonté électoraliste ; un désir de caresser dans le sens du poil le nationalisme ambiant. Tout cela fait qu'il est difficile d'aborder de façon sereine et réfléchie les questions migratoires.

\*

**Propos recueillis par Vanessa Caru.**

## Notes

[1] Nancy Green, *Du sentier à la 7<sup>ème</sup> avenue, La confection et les immigrés*, Paris-New York, 1880-1980, Seuil, 1998 ; Morokvasic Mirjana, 'Birds of passage are also women', *International Migration Review*, 18, 4, p. 886-907, 1984.

[2] Gérard Noiriel, « L'histoire des femmes immigrées », Groupement de recherches et d'échanges et de communication, Vincennes, GREC, 1991, cité par Linda Guerry, « Femmes et genre dans l'histoire de l'immigration », *Genre et histoire*, 5, Automne 2009.

[3] Katharine M. Donato, Dona Gabaccia, *Gender and International Migration*. Russell Sage Foundation, 2015

[4] Véronique Manry, Camille Schmoll, "Le business des femmes. Nouvelles mobilités au féminin dans l'espace euro-méditerranéen", *Revue Naqd*, 28, p. 39-61, 2011.

[5] bell hooks, « Marginality as site of resistance », R. Ferguson (dir.), *Out There : Marginalization And Contemporary Culture*, Boston, MIT Press, p. 341-343, 1992.

[6] Kimberle Crenshaw, "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color", *Stanford Law Review*, 43, 6, p. 1241-1299, 1991; Yuval-Davis Nira, 2015, "Situated intersectionality", *Raisons politiques*, 58, p. 91-100, 2015.

[7] Ettore Recchi, « Ces citoyens européens qui migrent. Quand, qui, où et pourquoi ? », Collège de France, 02 novembre 2020, Quelle politique migratoire pour l'Europe ? séminaire de François Héran, intervention disponible en ligne.

[8] Simone Di Cecco, *Le « sale boulot » de l'intégration. Travail et racisme dans les programmes de bénévolat pour personnes demandeuses d'asile en Italie*, Université de Paris/Urmis, thèse de doctorat, soutenance prévue le 16 mars 2021.

[9] Iris Marion Young, "Lived body vs gender, Reflections on Social Structure and

